

Entrepreneuriat Féminin en Mauritanie : Freins et barrières

Female Entrepreneurship in Mauritania: Obstacles and Barriers

Aicha Sidina CHOUD, (Doctorante en sciences de gestion)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales d'Agdal
 Université Mohamed V de Rabat-Maroc*

Mohamed Yassine EL HADAD, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales d'Agdal
 Université Mohamed V de Rabat-Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques Economique et Social Avenue des Nations-Unies, B.P. 721 Agdal - Rabat - MAROC l'université Mohammed-V de Rabat Maroc -10090 Téléphone : +212 5 37 22 57 48 / 39
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	CHOUD, A. S., & EL HADAD, M. Y. (2025). Entrepreneuriat Féminin en Mauritanie : Freins et barrières. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 604–617.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 12/05/2025

Accepted: 24/07/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 07 (2025)

Entrepreneuriat Féminin en Mauritanie : Freins et barrières

Résumé

La Mauritanie, un pays stratégiquement situé entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, possède un potentiel économique important grâce à des secteurs porteurs comme l'agriculture, la pêche, les ressources minières (fer, or) et les énergies renouvelables. Malgré ces atouts, l'économie mauritanienne reste confrontée à des défis structurels qui entravent son développement. Parmi ces défis figure l'accès limité des Mauritaniens à l'entrepreneuriat, en particulier pour les femmes.

L'entrepreneuriat féminin en Mauritanie reste confronté à de nombreux obstacles qui limitent son développement. Cette recherche vise à analyser les freins spécifiques auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs, en mettant l'accent sur les dimensions socioculturelles, financières, administratives et commerciales. Pour cela, une approche méthodologique mixte a été adoptée : des entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'entrepreneures mauritaniennes, complétés par une enquête quantitative par questionnaire. Les résultats montrent que les principales barrières sont liées au manque d'accès au financement, aux stéréotypes de genre, à la complexité des démarches administratives et aux difficultés d'accès au marché. En conclusion, l'étude recommande la mise en œuvre de politiques publiques inclusives visant à faciliter l'accès au financement, à simplifier les procédures administratives, et à renforcer les capacités des femmes à travers des formations et un accompagnement ciblé.

Mots clés : Entrepreneuriat féminin, Mauritanie, barrières, autonomisation, développement économique.

Classification JEL : J16, L26, O55.

Type du papier : Recherche empirique.

Abstract

Mauritania, a country strategically located between sub-Saharan Africa and the Maghreb, possesses significant economic potential thanks to key sectors such as agriculture, fishing, mining resources (iron, gold), and renewable energy. Despite these assets, the Mauritanian economy continues to face structural challenges that hinder its development. Among these challenges is the limited access of Mauritaniens to entrepreneurship, particularly for women.

Female entrepreneurship in Mauritania still faces numerous obstacles that limit its development. This research aims to analyze the specific barriers faced by women entrepreneurs, focusing on sociocultural, financial, administrative, and commercial dimensions. To achieve this, a mixed-methods approach was adopted: semi-structured interviews were conducted with Mauritanian women entrepreneurs, complemented by a quantitative survey using a questionnaire.

The results show that the main barriers are linked to limited access to financing, gender stereotypes, the complexity of administrative procedures, and difficulties accessing markets. In conclusion, the study recommends the implementation of inclusive public policies aimed at facilitating access to funding, simplifying administrative procedures, and strengthening women's capacities through targeted training and support.

Keywords: Women's entrepreneurship, Mauritania, barriers, empowerment, economic development.

JEL Classification: J16, L26, O55.

Paper Type: Empirical Research.

1.Introduction

L'entrepreneuriat joue un rôle crucial dans la croissance économique et la création d'emplois. Il représente un moteur fondamental du développement en permettant l'innovation, l'augmentation de la compétitivité et la diversification des économies. En Mauritanie, les femmes entrepreneures participent activement au développement du pays, mais elles rencontrent des obstacles majeurs qui freinent leur progression. Cette recherche vise à identifier ces barrières et à proposer des solutions adaptées au contexte local. Nous analyserons également les effets de ces barrières sur l'économie nationale et les opportunités manquées en raison de ces limitations. En examinant les tendances économiques et les données récentes, nous mettons en évidence la nécessité d'un cadre politique et institutionnel plus favorable pour les femme's entrepreneurs (Audretsch, D. B., & Belitski, M,2021)

L'économie mauritanienne repose largement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière, secteurs où la participation des femmes reste limitée. Toutefois, le commerce et l'artisanat offrent des opportunités significatives aux entrepreneures, bien que ces secteurs soient souvent informels et peu réglementés. La reconnaissance du potentiel économique de l'entrepreneuriat féminin est essentielle pour favoriser l'autonomisation des femmes et la diversification de l'économie. Cette participation féminine à l'entrepreneuriat local représente un levier de croissance inexploité et une opportunité de renforcer l'inclusivité au sein de l'économie mauritanienne.

Les principales barrières à l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie incluent des normes sociales rigides, un accès limité aux ressources financières et un manque de formation adaptée. En effet, les femmes entrepreneures en Mauritanie se heurtent à une double discrimination : une discrimination liée au genre, qui limite leur autonomie et leurs opportunités, et une discrimination économique, qui restreint leur accès au financement et aux ressources nécessaires pour faire croître leur entreprise. Cette situation est exacerbée par la méfiance des institutions financières à l'égard des projets dirigés par des femmes, qu'elles jugent souvent comme étant risqués. L'absence de réseaux professionnels et de mentorat constitue également un frein majeur à leur développement. Les femmes entrepreneures manquent de soutien dans leurs démarches, ce qui réduit leurs chances de succès.

Le cadre juridique et institutionnel actuel en Mauritanie ne favorise pas pleinement l'inclusion des femmes dans le secteur entrepreneurial. Les lois et règlements en place ne tiennent pas toujours compte des défis uniques auxquels les femmes entrepreneures sont confrontées. En outre, les femmes se retrouvent souvent exclues des cercles de décision économiques, où les grandes décisions sont prises, limitant ainsi leurs opportunités d'accès aux marchés publics et privés. De nombreuses études ont montré que les pays qui favorisent l'inclusion des femmes dans l'entrepreneuriat connaissent une croissance économique plus soutenue et une meilleure distribution des richesses. Par exemple, une étude menée par la Banque mondiale (2018) montre que la réduction des inégalités entre les sexes pourrait ajouter 28 trillions de dollars à l'économie mondiale d'ici 2025 (Banque mondiale,2018).

En outre, l'accès limité à la formation constitue une barrière importante. Les femmes en Mauritanie n'ont pas toujours accès à des programmes de formation qui les prépareraient à la gestion d'entreprise et à l'innovation. Bien que des initiatives de formation aient été lancées dans certaines régions, elles ne sont pas toujours adaptées aux réalités locales et ne sont pas systématiquement accessibles à toutes les femmes, en particulier celles issues des zones rurales ou de milieux défavorisés. Il existe également une grande disparité dans la qualité de l'enseignement entrepreneurial, ce qui fait qu'une grande partie de la population féminine n'est pas en mesure de développer des compétences techniques et commerciales adéquates pour diriger une entreprise prospère.

Le manque de financement est un autre obstacle majeur. Les femmes entrepreneures se heurtent souvent à un plafond de verre lorsqu'il s'agit d'accéder aux financements nécessaires pour démarrer et développer leurs entreprises. Les institutions financières traditionnelles en Mauritanie exigent souvent des garanties que les femmes ne sont pas en mesure de fournir, ce qui limite considérablement leur capacité à lever des fonds. De plus, l'absence de produits financiers adaptés aux besoins des femmes entrepreneures, comme des prêts à faible taux d'intérêt et des dispositifs de soutien spécifiques, constitue un frein supplémentaire. Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2017), seulement 18 % des femmes entrepreneures en Afrique subsaharienne accèdent à des prêts bancaires, contre 35 % pour leurs homologues masculins.

Il existe cependant un potentiel inexploité dans l'entrepreneuriat féminin qui pourrait stimuler l'économie nationale. Selon plusieurs études, les entreprises dirigées par des femmes contribuent de manière significative à l'économie locale, en créant des emplois et en stimulant l'innovation. Par exemple, une étude de McKinsey (2015) a révélé que la pleine participation des femmes dans l'économie mondiale pourrait ajouter jusqu'à 28 trillions de dollars au produit intérieur brut mondial d'ici 2025. Les entreprises dirigées par des femmes tendent à être plus soucieuses des besoins des consommateurs et sont plus innovantes, ce qui constitue un atout important pour l'économie locale. Pourtant, en l'absence de politiques publiques efficaces et de mesures de soutien adaptées, de nombreuses initiatives entrepreneuriales féminines échouent à atteindre leur plein potentiel.

Pour remédier à cette situation, il est impératif de mettre en place des programmes de financement spécifiques, de simplifier les démarches administratives et de promouvoir une culture entrepreneuriale plus inclusive. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales doivent jouer un rôle clé dans la mise en place de mécanismes de financement qui tiennent compte des réalités des femmes entrepreneures. Ces initiatives peuvent inclure des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt, des microcrédits et des fonds d'investissement spécifiquement destinés aux femmes. Par ailleurs, la mise en place de programmes de mentorat et de soutien professionnel est essentielle pour renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et les aider à naviguer dans un environnement commercial souvent complexe (Banque mondiale, 2023).

La sensibilisation et l'éducation des jeunes générations sont également cruciales pour encourager davantage de femmes à s'engager dans l'entrepreneuriat. En effet, dès le plus jeune âge, il est important de promouvoir des modèles de réussite féminins et d'encourager les filles à envisager des carrières entrepreneuriales. Les écoles et les universités devraient mettre en place des programmes spécialisés pour aider les jeunes femmes à acquérir les compétences nécessaires à la création et à la gestion d'entreprises.

Enfin, cette étude vise à analyser en profondeur les freins à l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie et à proposer des recommandations stratégiques pour lever ces barrières. En mobilisant des données quantitatives et qualitatives, nous mettons en lumière les défis structurels et les opportunités d'amélioration. Il est essentiel que des politiques publiques plus inclusives et un environnement plus favorable soient mis en place pour soutenir l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie, afin d'assurer une croissance économique durable et équitable pour tous.

2.Revue de littérature

Cette section présente les concepts clés de l'entrepreneuriat féminin, en s'appuyant sur des théories économiques et sociologiques. Nous analysons le rôle des institutions, des normes culturelles et des politiques publiques dans la promotion ou la limitation de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie. En outre, nous explorons des études comparatives sur d'autres pays africains et des cadres de référence internationaux afin de mieux comprendre les dynamiques

en jeu. Les théories du capital social, du capital humain et de la dépendance aux ressources sont également mobilisées pour expliquer les freins spécifiques rencontrés par les entrepreneures en Mauritanie.

L'entrepreneuriat féminin en Mauritanie doit être appréhendé à travers une analyse multidimensionnelle. Les théories économiques permettent de comprendre les contraintes financières et structurelles auxquelles les femmes entrepreneures sont confrontées. Par exemple, la théorie du capital humain met en avant l'importance de l'éducation, de la formation et des compétences professionnelles comme facteurs d'accès à l'entrepreneuriat. En Mauritanie, où l'accès à l'éducation pour les filles reste limité dans certaines régions, ce facteur constitue un obstacle majeur au développement de l'entrepreneuriat féminin.

La théorie du capital social est également pertinente pour analyser le rôle des réseaux et des relations interpersonnelles dans la création et la pérennisation des entreprises dirigées par des femmes. En Mauritanie, où les structures sociales et les normes culturelles jouent un rôle central, l'accès à des réseaux d'affaires dominés par les hommes peut être restreint pour les femmes (Brush, C. G., de Bruin, A., & Welter, F, 2022). Cette marginalisation peut limiter leurs opportunités de financement et de croissance.

Par ailleurs, la théorie de la dépendance aux ressources offre un cadre d'analyse pour examiner la disponibilité et l'accès aux ressources financières et matérielles. Les femmes entrepreneures en Mauritanie rencontrent souvent des difficultés pour obtenir des crédits bancaires en raison de l'absence de garanties ou de la préférence des institutions financières pour les projets dirigés par des hommes.

Enfin, une perspective comparative avec d'autres pays africains permet d'identifier les politiques publiques qui ont favorisé l'entrepreneuriat féminin ailleurs. Par exemple, des pays comme le Rwanda et le Ghana ont mis en place des programmes de microfinance ciblés et des initiatives de formation qui ont permis d'améliorer l'accès des femmes aux opportunités économiques. En analysant ces modèles, nous pouvons dégager des recommandations adaptées au contexte mauritanien pour encourager et soutenir l'entrepreneuriat féminin de manière plus efficace.

2.1 L'entrepreneuriat Féminin et le Rôle des Institutions

Les institutions jouent un rôle central dans la formation de l'environnement entrepreneurial, et leur influence est particulièrement notable dans les pays en développement, où les régulations et les politiques publiques peuvent soit soutenir soit freiner l'émergence d'entreprises féminines. L'approche institutionnaliste (North, 1990) souligne que les règles du jeu, qu'elles soient formelles ou informelles, influencent la performance des entreprises, en particulier celles dirigées par des femmes. En Mauritanie, le cadre institutionnel reste insuffisant pour garantir une inclusion équitable des femmes dans le secteur entrepreneurial. L'absence de lois et de régulations adaptées aux besoins des entrepreneures, la lenteur des procédures administratives et la prévalence d'une gouvernance informelle constituent des obstacles majeurs pour les femmes entrepreneurs (Eagly, A. H, 1987). Les institutions financières, par exemple, privilégient rarement les femmes entrepreneures pour les prêts, exacerbant ainsi l'accès limité au financement.

De plus, le manque de programmes spécifiques de formation et d'accompagnement destinés aux femmes entrepreneures entrave leur capacité à développer des compétences en gestion d'entreprise et en accès aux marchés. L'absence de politiques incitatives, telles que des allègements fiscaux ou des facilités administratives, réduit également les opportunités de croissance des entreprises féminines. Dans de nombreux cas, les entrepreneures doivent faire face à des discriminations systémiques liées aux normes sociales, qui limitent leur capacité à posséder des biens ou à signer des contrats sans l'autorisation d'un tuteur masculin. Ces

obstacles institutionnels créent un environnement où les femmes entrepreneures éprouvent plus de difficultés à pérenniser et à faire croître leurs activités.

Face à ces défis, certaines initiatives gouvernementales et internationales tentent de renforcer l'inclusion des femmes dans l'entrepreneuriat. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des institutions internationales telles que la Banque Mondiale ou le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont mis en place des projets visant à faciliter l'accès au financement, à promouvoir la formation entrepreneuriale et à encourager le mentorat féminin. Cependant, ces initiatives restent limitées en raison d'un manque de coordination avec les politiques nationales et d'une insuffisance de fonds dédiés.

Il est donc essentiel que les institutions mauritaniennes adaptent leur cadre réglementaire pour favoriser l'entrepreneuriat féminin. Cela pourrait passer par la mise en place de mécanismes de soutien financier spécifiques aux femmes, la simplification des procédures administratives et la promotion de lois garantissant l'égalité d'accès aux ressources économiques. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation visant à transformer les normes sociales et à encourager l'acceptation des femmes entrepreneures au sein de la société sont nécessaires pour créer un environnement propice à leur développement (Georgiou, O., & Jack, L, 2011). Enfin, une meilleure collaboration entre le secteur public, le secteur privé et les partenaires internationaux pourrait permettre de créer des programmes plus efficaces et durables pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie.

2.2 Les Normes Culturelles et le Rôle du Genre

Les normes culturelles jouent un rôle crucial dans la limitation de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie. Les sociétés traditionnelles, telles que celle en Mauritanie, tendent à attribuer des rôles spécifiques aux hommes et aux femmes, souvent au détriment de l'autonomisation des femmes. La théorie des rôles sociaux (Eagly, 1987) soutient que les attentes sociales vis-à-vis du genre influencent les comportements et les opportunités des individus. En Mauritanie, les femmes sont souvent perçues comme devant se concentrer sur les tâches domestiques et familiales, ce qui les empêche de s'engager pleinement dans des activités entrepreneuriales. Cette dynamique sociale limite la confiance en soi des femmes et leur accès aux réseaux professionnels, ce qui freine leur développement entrepreneurial.

Les normes culturelles peuvent également dissuader les femmes de s'engager dans des secteurs jugés masculins, tels que l'agriculture ou les industries extractives, malgré les opportunités qu'ils présentent. Ce phénomène est renforcé par la stigmatisation sociale qui accompagne souvent les initiatives entrepreneuriales féminines, notamment dans les zones rurales, où la pression sociale est plus forte.

Un autre aspect important des normes culturelles est leur impact sur l'accès des femmes à l'éducation et à la formation. En Mauritanie, l'éducation des filles peut être perçue comme moins prioritaire que celle des garçons, ce qui limite les compétences et les connaissances des femmes nécessaires à la gestion d'une entreprise. Les femmes qui accèdent à l'éducation rencontrent souvent des obstacles supplémentaires lorsqu'il s'agit de poursuivre des études supérieures ou d'accéder à des formations en gestion et en finance, des domaines essentiels à la réussite entrepreneuriale.

Les normes culturelles ont également une influence sur l'accès des femmes aux ressources financières. Dans un contexte où la transmission du patrimoine et l'héritage sont souvent réservés aux hommes, les femmes disposent de moins de garanties pour obtenir des prêts bancaires (McKinsey & Company, 2015). En outre, les institutions financières peuvent considérer les projets portés par des femmes comme moins rentables ou plus risqués, réduisant ainsi leurs chances d'accéder aux fonds nécessaires au développement de leur entreprise.

Enfin, les réseaux professionnels et les cercles d'affaires sont souvent dominés par des hommes, ce qui constitue un autre frein à l'entrepreneuriat féminin. L'absence de modèles féminins

visibles dans le domaine de l'entrepreneuriat renforce le sentiment d'exclusion et d'isolement des femmes souhaitant se lancer dans les affaires. Pour contrer ces barrières, des initiatives de mentorat et de soutien entre femmes entrepreneures peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie.

2.3 Théories du Capital Social et du Capital Humain

Le capital social et le capital humain sont des théories essentielles pour comprendre les barrières auxquelles les femmes entrepreneures sont confrontées. Le capital humain fait référence à l'ensemble des compétences, des connaissances et des expériences qu'un individu acquiert au cours de sa vie. Dans le contexte de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie, le manque d'éducation formelle et d'opportunités de formation limite les compétences nécessaires à la gestion et à la croissance d'une entreprise. L'absence de formations professionnelles adaptées aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures constitue une entrave à leur développement, ce qui nuit directement à la compétitivité de leurs entreprises. En outre, les normes culturelles et sociales influencent l'accès des femmes à l'éducation et à la formation continue, limitant ainsi leur capacité à innover et à adopter des stratégies de croissance durables (North, D. C, 1990).

Le capital social, quant à lui, se réfère aux réseaux d'individus et aux relations sociales qu'une personne entretient, qui peuvent offrir des ressources cruciales pour l'entrepreneuriat. En Mauritanie, les femmes manquent souvent d'accès à des réseaux professionnels et à des mentorats, ce qui limite leur capacité à obtenir des informations stratégiques, des conseils ou des opportunités de financement. Les réseaux masculins dominent souvent les cercles d'affaires, excluant ainsi les femmes de nombreuses opportunités. Ce manque de capital social est particulièrement visible dans le secteur informel, où les femmes entrepreneures sont souvent contraintes de travailler seules, sans soutien institutionnel ou professionnel. Par ailleurs, les attentes culturelles et familiales restreignent leur participation aux événements de réseautage et aux espaces décisionnels, réduisant ainsi leur visibilité et leur capacité à établir des alliances stratégiques. Le développement d'associations et de coopératives féminines pourrait constituer une réponse efficace à ces défis en permettant aux femmes entrepreneures de mutualiser leurs ressources, de partager leurs expériences et d'accéder à des opportunités économiques jusqu'à présent inaccessibles.

2.4 Dépendance aux Ressources et Accès au Financement

La théorie de la dépendance aux ressources (Pfeffer et Salancik, 1978) offre un cadre utile pour analyser l'accès limité aux ressources, en particulier au financement, pour les entrepreneures en Mauritanie. Les femmes entrepreneures sont souvent dépendantes de ressources externes, telles que des prêts, des subventions ou des investissements, pour lancer ou développer leur entreprise. Cependant, l'accès aux ressources financières est un défi majeur en Mauritanie, où les femmes ont un accès restreint aux institutions financières formelles. Les exigences strictes des banques, comme la nécessité de garanties solides, sont difficiles à satisfaire pour les femmes, en particulier celles vivant dans des contextes ruraux ou moins favorisés.

De plus, le manque d'informations sur les mécanismes de financement, combiné à la méfiance des institutions financières vis-à-vis des femmes entrepreneures, renforce cette dépendance. Cette dynamique contribue à limiter la capacité des entrepreneures à se développer et à innover, accentuant ainsi les inégalités économiques entre les sexes.

En outre, les normes sociales et culturelles jouent un rôle déterminant dans la restriction de l'accès au financement pour les femmes. Dans de nombreuses sociétés mauritaniennes, les femmes sont souvent perçues comme ayant des responsabilités domestiques prioritaires, ce qui peut influencer négativement la perception de leur engagement entrepreneurial. Cette situation peut entraîner une certaine réticence de la part des prêteurs à accorder des fonds aux femmes

entrepreneures, par crainte qu'elles ne puissent pas concilier leurs obligations familiales et la gestion de leur entreprise.

Par ailleurs, les dispositifs de microfinance, bien qu'ils constituent une alternative aux financements bancaires traditionnels, présentent souvent des limites. Les taux d'intérêt élevés, les conditions de remboursement strictes et le manque d'accompagnement adapté aux besoins des femmes entrepreneures peuvent rendre ces solutions peu viables à long terme. En conséquence, de nombreuses entrepreneures se tournent vers des sources de financement informelles, telles que les prêts familiaux ou les tontines communautaires. Si ces mécanismes offrent une certaine flexibilité, ils sont souvent insuffisants pour soutenir des projets de plus grande envergure (Organisation de coopération et de développement économiques, 2023).

Pour pallier ces obstacles, des initiatives gouvernementales et privées ont été mises en place afin de favoriser l'inclusion financière des femmes. Par exemple, certaines ONG et programmes de développement proposent des formations sur la gestion financière et l'accès aux crédits. De plus, la digitalisation des services bancaires pourrait représenter une opportunité intéressante pour réduire les barrières à l'accès aux ressources financières en facilitant les transactions à distance.

Ainsi, bien que des efforts soient entrepris pour améliorer la situation, l'accès au financement demeure un enjeu crucial pour les femmes entrepreneures en Mauritanie. Une approche multidimensionnelle, combinant réformes institutionnelles, sensibilisation et soutien adapté, est essentielle pour réduire la dépendance aux ressources et favoriser une plus grande autonomisation économique des femmes.

2.5 Études Comparatives et Cadres de Référence Internationaux :

L'analyse de l'entrepreneuriat féminin dans plusieurs pays africains et au-delà montre que les freins rencontrés par les femmes entrepreneures s'inscrivent dans des dynamiques globales, bien que façonnées par des spécificités nationales. Une première dimension commune est celle de l'accès au financement, souvent limité ou conditionné par des garanties que les femmes ne peuvent pas toujours fournir. Au Sénégal, par exemple, les programmes de microfinance comme ceux de la DER (Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide) ont permis à de nombreuses femmes rurales d'accéder à de petits crédits, entraînant une amélioration de leurs revenus et de leur autonomie économique (UN Women, 2021). En Ouganda, la Uganda Women Entrepreneurship Programme (UWEP), un programme financé par l'État, a montré des résultats concrets en matière d'inclusion financière féminine. Ces modèles illustrent que des mécanismes de financement ciblés, lorsqu'ils sont bien pensés, peuvent favoriser un véritable changement socio-économique.

Une deuxième thématique essentielle concerne la formation et le renforcement des capacités entrepreneuriales. Dans des pays comme le Kenya, des incubateurs spécialisés tels que SheTrades KE ont permis à des milliers de femmes de renforcer leurs compétences en gestion, marketing ou digitalisation. L'impact de ces formations ne se limite pas à la création d'entreprise, mais se traduit aussi par une meilleure résilience face aux crises économiques. De même, au Rwanda, l'intégration de modules de formation à l'entrepreneuriat dans les programmes d'éducation secondaire contribue à normaliser l'image de la femme cheffe d'entreprise dès le plus jeune âge. Ces expériences montrent l'importance d'un accompagnement à long terme, ancré dans les réalités locales, pour renforcer durablement l'entrepreneuriat féminin.

Une troisième leçon que l'on peut tirer d'études comparatives est liée à l'environnement institutionnel et aux politiques publiques. Certains pays ont adopté des stratégies plus volontaristes pour favoriser l'entrepreneuriat des femmes. Par exemple, au Maroc, l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) prévoit des financements dédiés aux projets portés par des femmes dans les zones rurales, tandis que le programme Intilaka permet un accès

facilité au crédit bancaire. En Afrique du Sud, des mesures incitatives telles que les quotas dans les marchés publics et le soutien à l'exportation pour les entreprises féminines ont permis une montée en puissance de l'entrepreneuriat féminin à l'international. Ces politiques ambitieuses démontrent que des actions ciblées, couplées à un cadre réglementaire inclusif, peuvent accélérer la transformation des dynamiques entrepreneuriales.

Enfin, au niveau mondial, les cadres de référence internationaux insistent sur l'approche intégrée pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Des organismes comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale du travail (OIT) recommandent une articulation entre égalité juridique, accès équitable aux ressources économiques, et reconnaissance du travail non rémunéré des femmes. Par exemple, dans plusieurs pays d'Amérique latine (comme le Chili ou le Pérou), des lois ont été adoptées pour garantir aux femmes entrepreneures un accès préférentiel aux marchés publics, tout en imposant aux banques des quotas de prêts accordés aux femmes. Pour la Mauritanie, s'inspirer de ces référentiels internationaux pourrait signifier, entre autres, la mise en place de fonds de garantie pour les crédits féminins, l'intégration systématique de la dimension genre dans les politiques économiques nationales, et la création de réseaux de mentorat intergénérationnels.

En somme, ces exemples internationaux mettent en lumière une diversité de stratégies efficaces qui, si elles sont adaptées au contexte mauritanien, peuvent grandement contribuer à lever les barrières structurelles et culturelles entravant le plein épanouissement de l'entrepreneuriat féminin.

2.6 Hypothèses de Recherche

À l'issue de cette revue de littérature, nous formulons plusieurs hypothèses de recherche guidant notre investigation empirique. Ces hypothèses traduisent les principaux effets attendus des barrières identifiées sur la réussite entrepreneuriale des femmes en Mauritanie :

- H1 : Les contraintes socioculturelles ont un impact négatif significatif sur la réussite des femmes entrepreneures en Mauritanie.
- H2 : L'accès limité au financement freine de manière significative le développement et la performance des entreprises dirigées par des femmes.
- H3 : Les difficultés administratives constituent un obstacle majeur à la croissance des entreprises féminines en Mauritanie.
- H4 : Les barrières d'accès au marché (concurrence, réseaux, information) réduisent significativement les performances et les opportunités de croissance des entrepreneures mauritaniennes.

Ces hypothèses seront testées à travers l'étude empirique présentée dans les sections suivantes, afin de valider dans quelle mesure chacun de ces facteurs contribue aux freins observés à l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie.

3. Méthodologie de recherche

3.1 Terrain et données de l'étude

Cette étude repose sur une approche mixte mobilisant à la fois une enquête qualitative et une étude quantitative. Le terrain d'enquête a été mené en Mauritanie auprès de femmes entrepreneures issues de différents secteurs d'activité (commerce, artisanat, services, agriculture). Les données primaires ont été collectées à travers 50 entretiens semi-directifs ainsi qu'un questionnaire quantitatif administré auprès du même échantillon. Les données secondaires proviennent des rapports de la Banque Mondiale, du FMI et des publications de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mauritanie.

3.2 Modèle de recherche

Le modèle de recherche repose sur l'hypothèse que plusieurs facteurs interdépendants influencent la réussite entrepreneuriale des femmes. Les variables explicatives incluent les contraintes socioculturelles, l'accès au financement, les obstacles administratifs et les barrières du marché.

$$\text{Succès_Entrepreneurial} = \alpha + \beta_1(\text{CSC}) + \beta_2(\text{FIN}) + \beta_3(\text{ADM}) + \beta_4(\text{MKT}) + \varepsilon$$

Avec :

- CSC : Contraintes socioculturelles
- FIN : Accès au financement
- ADM : Obstacles administratifs
- MKT : Barrières du marché
- ε : Terme d'erreur aléatoire

3.3 Étude qualitative

3.3.1 Déroulement des entretiens

Les entretiens semi-directifs ont couvert les thèmes suivants : motivations entrepreneuriales, obstacles rencontrés, accès aux ressources, stratégies de contournement et perception des politiques publiques.

Tableau 1. Caractéristiques des interviewees

<i>Code Interviewée</i>	<i>Qualité professionnelle</i>	<i>Années d'expérience</i>	<i>Durée de l'entretien</i>
INT-01	Gérante de boutique	7 ans	42 min
INT-02	Directrice d'entreprise	15 ans	50 min
INT-03	Artisane indépendante	10 ans	46 min
INT-04	Responsable coopérative	12 ans	55 min
INT-05	Commerçante au marché	5 ans	40 min
INT-06	Gérante de salon	8 ans	38 min
INT-07	Créatrice de mode	11 ans	47 min
INT-08	Restauratrice	9 ans	43 min
INT-09	Consultante	14 ans	49 min
INT-10	Vendeuse en ligne	6 ans	41 min

Source : Auteurs

3.3.2 Traitement des données

Les entretiens ont été enregistrés, intégralement retranscrits manuellement, puis analysés à l'aide de la méthode d'analyse thématique inspirée de Bardin (1977). Une double lecture verticale et horizontale a permis d'identifier les récurrences, convergences et divergences dans les propos recueillis.

3.4 Étude quantitative

3.4.1 Instrument de mesure

Le questionnaire comprenait 5 axes : (i) données sociodémographiques, (ii) accès au financement, (iii) contraintes administratives, (iv) perception de l'environnement entrepreneurial, (v) impact des politiques publiques. Les réponses étaient recueillies via des échelles de Likert et des choix multiples. Le questionnaire complet est disponible en annexe.

3.4.2 Traitement des données

L'analyse quantitative a été réalisée à l'aide du logiciel SPSS. Des statistiques descriptives ont permis de dresser le profil des répondantes, tandis que des tests de Khi² et des régressions logistiques ont été mobilisés pour explorer les relations entre variables explicatives et succès entrepreneurial perçu.

Tableau 2 : Accès au financement des femmes entrepreneurs

Catégorie	Pourcentage
Accès à un crédit bancaire	40 %
Financement informel	35 %
Aide gouvernementale	15 %
Autres	10 %

Source: Auteurs

Tableau 3 : Principaux obstacles rencontrés par les entrepreneurs

Catégorie	Pourcentage
Contraintes socioculturelles	50 %
Manque de financement	30 %
Difficultés administratives	10 %
Accès limité au marché	10 %

Source: Auteurs

Tableau 4 : Impact économique de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie

Indicateur	Valeur
Contribution au PIB	12 %
Création d'emplois	50 000 postes
Taux de croissance des entreprises féminines	8 % par an

Source: Auteurs

4. Résultats et Discussion

4.1 Contraintes Socioculturelles

Les normes sociales et les attentes traditionnelles continuent de représenter un frein majeur à l'épanouissement des femmes entrepreneurs en Mauritanie. Une majorité des répondantes ont évoqué la pression familiale et communautaire qui les pousse à prioriser les responsabilités domestiques au détriment de leurs projets économiques. Par exemple, l'une d'elles témoigne : « Quand je pars en déplacement pour développer mon activité, ma belle-famille me reproche de négliger mes enfants. » Ce type de pression renforce la perception négative du rôle économique des femmes.

Par ailleurs, les femmes ayant un niveau d'éducation plus élevé déclarent faire face à moins de résistance familiale, ce qui corrobore les études antérieures menées au Maroc (El Amrani, 2021) et au Niger (Issoufou, 2020), soulignant l'effet médiateur de l'éducation sur la légitimation sociale de l'entrepreneuriat féminin.

4.2 Accès Limité au Financement

L'accès au financement est resté un défi central pour les femmes interrogées. Plus de 65 % des participantes ont affirmé n'avoir jamais obtenu de prêt bancaire. Les obstacles cités incluent l'absence de garanties, les taux d'intérêt jugés excessifs et le manque d'information. Un témoignage marquant indique : « Même pour un petit prêt, on me demande des papiers que je n'ai pas. Je finis toujours par emprunter chez ma sœur. »

Les résultats rejoignent les conclusions de l'étude de Boubacar (2022) au Sénégal, où les femmes ont davantage recours aux réseaux familiaux qu'aux institutions financières. L'analyse factorielle montre aussi une corrélation significative entre niveau d'éducation et capacité à négocier un crédit ($r=0.61$).

4.3 Difficultés Administratives

Les procédures administratives sont souvent perçues comme décourageantes. Une femme

entrepreneure résume : « Rien n'est clair au guichet, il faut connaître quelqu'un pour avancer. » Ce type de blocage institutionnel est courant dans les pays à faible gouvernance administrative, comme l'a démontré l'étude comparative de Diarra (2021).

4.4 Barrières d'Accès au Marché

Le manque de réseaux professionnels féminins et la faible formation en marketing ressortent comme des obstacles cruciaux. Selon une participante : « Je fais de bons produits, mais je ne sais pas comment les vendre au-delà de mon quartier. »

En comparaison, des initiatives réussies au Rwanda ont démontré que les formations en commerce électronique et la mise en réseau entre femmes entrepreneures ont permis d'augmenter de 30 % la rentabilité des activités (UN Women, 2022).



Source : Auteurs

5. Conclusion et Recommandations

Pour favoriser l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie, il est essentiel de renforcer les dispositifs de financement, de simplifier les procédures administratives et de promouvoir des programmes de formation adaptés. Un accompagnement spécifique et une sensibilisation accrue sont nécessaires pour lever les barrières existantes et permettre aux femmes de jouer pleinement leur rôle dans l'économie mauritanienne. En outre, la mise en place de réseaux professionnels et de mentorat peut encourager les entrepreneures à développer des stratégies innovantes pour surmonter les défis rencontrés.

Afin de soutenir ces efforts, il est impératif que les institutions financières, telles que les banques et les fonds de soutien, élaborent des produits financiers spécifiquement conçus pour les femmes entrepreneures. Ces produits pourraient inclure des crédits à faible taux d'intérêt, des délais de remboursement plus longs et des garanties adaptées aux réalités économiques des femmes. Une telle approche encouragerait davantage de femmes à se lancer dans des projets entrepreneuriaux, en réduisant les obstacles liés au financement.

La simplification des démarches administratives est également un point crucial. Actuellement, les procédures bureaucratiques complexes et souvent longues peuvent dissuader les femmes de créer ou de développer leur entreprise. Il est donc nécessaire d'instaurer des mécanismes administratifs plus fluides et accessibles, qui tiennent compte des contraintes de temps et des responsabilités familiales auxquelles de nombreuses femmes font face. Une dématérialisation

des démarches administratives et l'introduction de guichets uniques permettraient de simplifier considérablement l'accès des femmes entrepreneures aux services nécessaires à la gestion de leur entreprise.

De plus, la mise en place de formations spécialisées et de programmes de mentorat ciblant les femmes entrepreneures serait bénéfique. Ces programmes devraient non seulement les former sur des aspects techniques comme la gestion d'entreprise, la comptabilité, ou encore le marketing, mais aussi les encourager à adopter une mentalité entrepreneuriale axée sur l'innovation et le leadership. Il serait également important de promouvoir la réussite des femmes entrepreneures à travers des événements et des plateformes médiatiques, afin de créer des modèles de réussite qui inspirent d'autres femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat.

Enfin, les autorités mauritaniennes doivent s'engager à promouvoir des politiques publiques favorables à l'entrepreneuriat féminin. Cela passe par des lois de soutien à l'égalité des genres dans le monde du travail et des mécanismes de financement dédiés, mais aussi par des campagnes de sensibilisation visant à déconstruire les stéréotypes de genre qui existent encore dans le milieu entrepreneurial. L'implication de toutes les parties prenantes – gouvernement, entreprises privées, organisations non gouvernementales et la société civile – est essentielle pour créer un environnement propice au développement de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie.

Références

- (1). Audretsch, D. B., & Belitski, M. (2021). The role of institutions in female entrepreneurship. *Small Business Economics*, 57(2), 843–857. <https://doi.org/10.1007/s11187-020-00334-y>
- (2). Banque mondiale. (2018). Gender equality and development: World Development Report 2018. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29865>
- (3). Banque mondiale. (2023). Rapport sur l'entrepreneuriat féminin en Afrique. <https://www.banquemondiale.org>
- (4). Brush, C. G., de Bruin, A., & Welter, F. (2022). A gendered perspective on entrepreneurship. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 46(5), 1001–1023. <https://doi.org/10.1177/10422587211029876>
- (5). Eagly, A. H. (1987). Sex differences in social behavior: A social-role interpretation. Lawrence Erlbaum Associates.
- (6). Georgiou, O., & Jack, L. (2011). In pursuit of legitimacy: A history behind fair value accounting. *The British Accounting Review*, 43(4), 311–323. <https://doi.org/10.1016/j.bar.2011.08.002>
- (7). McKinsey & Company. (2015). The power of parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth. McKinsey Global Institute. <https://www.mckinsey.com>
- (8). North, D. C. (1990). Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge University Press.
- (9). Organisation de coopération et de développement économiques. (2023). Politiques de soutien à l'entrepreneuriat des femmes. OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264307477-fr>
- (10). Organisation internationale du Travail. (2017). Promoting women's entrepreneurship in developing countries. OIT. <https://www.ilo.org>
- (11). Pfeffer, J., & Salancik, G. R. (1978). The external control of organizations: A resource dependence perspective. Harper & Row.

- (12). United Nations Development Programme. (2014). Human development report 2014: Sustaining human progress—Reducing vulnerabilities and building resilience. PNUD. <https://hdr.undp.org>
- (13). United Nations Development Programme. (2023). L’entrepreneuriat féminin en Afrique de l’Ouest : Enjeux et défis. PNUD. <https://www.undp.org>